



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Société Philanthropique Association Reconnue d'Utilité Publique

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023  
Société Philanthropique  
Association Reconnue d'Utilité Publique  
15 Rue de Bellechasse - 75007 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Société Philanthropique Association Reconnue d'Utilité Publique**

15 Rue de Bellechasse - 75007 PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Société Philanthropique,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Société Philanthropique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « V – B Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la comptabilisation de la provision pour indemnité de départ à la retraite.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 30 avril 2024

KPMG SA

Erik Boulois

Associé

Actif			Exercice au 31/12/2023			Exercice précédent
			Montant brut	Dépréciation et Amortissement	Montant net	au 31/12/2022
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	505 466	505 466	0	1 334
		Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
		Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
		Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (1)	0	0	0	0
		Autres immobilisation incorporelles	1 332 825	886 099	446 726	458 319
		Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	4 343
		Avances et acomptes	0	0	0	0
	TOTAL		1 838 291	1 391 565	446 726	463 996
	Immobilisations corporelles	Terrains	1 280 633	123 281	1 157 352	475 552
		Constructions	163 129 832	106 899 083	56 230 749	57 040 966
		Inst. techniques, mat. out. Industriels	9 536 520	7 464 832	2 071 687	1 930 971
		Autres immobilisations corporelles	17 314 750	13 361 291	3 953 460	3 098 076
		Immobilisations corporelles en cours	5 667 494	80 083	5 587 411	2 163 950
		Avances et acomptes	105 329	0	105 329	0
		TOTAL		197 034 559	127 928 569	69 105 989
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		0	0	0	0
	Immobilisations financières (2)	Participations et créances rattachées	192 176	0	192 176	0
		Autres titres immobilisés	29 775 491	0	29 775 491	29 775 293
		Prêts	381 961	0	381 961	223 696
		Autres immobilisations financières	911 671	229 493	682 178	520 103
		TOTAL		31 261 299	229 493	31 031 806
	TOTAL I			230 134 148	129 549 627	100 584 521
	Stock et encours		197 431	0	197 431	194 243
	Avances et acomptes versés sur commandes		275 015	0	275 015	176 178
	Créances (3)	Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 283 239	1 435 287	7 847 952	6 147 456
		Créances reçues par legs ou donations	30 000	0	30 000	1 058 908
		Autres	1 604 643	0	1 604 643	1 473 002
		TOTAL		10 917 882	1 435 287	9 482 595
	Divers	Valeurs mobilières de placement	5 003 748	0	5 003 748	5 003 748
		Instruments de trésorerie	0	0	0	0
		Disponibilités	13 216 863	0	13 216 863	6 737 704
		Charges constatées d'avance (4)	373 186	0	373 186	353 219
		TOTAL		18 593 798	0	18 593 798
	TOTAL II			29 984 126	1 435 287	28 548 839
Frais d'émission d'emprunt (III)		0		0	0	
Primes de remboursement des emprunts (IV)		0		0	0	
Ecart de conversion - Actif (V)		0		0	0	
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			260 118 274	130 984 914	129 133 360	116 837 061
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif			Exercice au 31/12/2023	Exercice au 31/12/2022
Fonds propres	Sans droit de reprise	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b> Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires	<b>39 319 041</b> 7 040 273 32 278 768	<b>39 233 997</b> 7 040 273 32 193 724
	Avec droit de reprise	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b> Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires	<b>0</b> 0 0	<b>0</b> 0 0
	Ecart de réévaluation		0	0
	Réserves	Réserves statutaires ou contractuelles	482 523	482 523
		Réserves pour projet de l'entité	6 512 590	6 512 590
		Réserves	<b>16 638 983</b>	<b>10 592 565</b>
		Autres	16 638 983	10 592 565
		<i>Dont Réserves des Activés sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>14 619 450</i>	<i>8 573 033</i>
		<i>Dont Réserves hors gestion contrôlée</i>	<i>2 019 533</i>	<i>2 019 533</i>
		Report à nouveau	<b>9 813 435</b>	<b>14 411 163</b>
		Report à nouveau (gestion non contrôlée)	11 968 060	16 293 708
		Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0	0
		Report à Nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 154 624	-1 882 545
	Dépenses non opposables aux tiers financeurs	0	0	
	Excédent ou Déficit de l'exercice	<b>-851 718</b>	<b>-1 407 291</b>	
	<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée</i>		<i>-1 659 671</i>	<i>-776 956</i>
	<b>Situation nette</b>		<b>71 914 854</b>	<b>69 825 547</b>
	Fonds propres consommptibles	0	0	
	Subventions d'investissement	<b>10 553 932</b>	<b>10 827 047</b>	
	Provisions réglementées	<b>1 551 148</b>	<b>1 546 035</b>	
	dont Couverture du besoin en fonds de roulement	1 293 303	1 293 303	
	dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	
	dont Réserves des plus-values nettes d'actif	257 845	252 732	
<b>TOTAL I</b>		<b>84 019 934</b>	<b>82 198 629</b>	
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs	0	0	
	Avances conditionnées	0	0	
	<b>TOTAL I bis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	30 000	530 487	
	Fonds dédiés	5 094 245	3 935 277	
	<b>TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II</b>	<b>5 124 245</b>	<b>4 465 764</b>	
Provisions	Provisions pour risques	1 184 471	688 827	
	Provisions pour charges	5 849 366	715 946	
	<b>TOTAL PROVISIONS III</b>	<b>7 033 837</b>	<b>1 404 774</b>	
Dettes		Emprunts obligataires et assimilés	0	0
		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	12 464 060	12 606 522
		Emprunts et dettes financières divers (2)	1 405 407	1 430 851
		Avances et acomptes reçus (1)	2 661 431	2 083 811
		Redevables créditeurs	116 488	1 362
		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 134 684	2 807 453
		Dettes des legs ou donations	0	528 422
		Dettes fiscales et sociales	9 618 811	8 249 868
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	301 435	279 718
		Autres dettes	2 148 059	710 171
		Instruments de trésorerie	0	0
		Produits constatés d'avance	104 970	69 716
<b>TOTAL IV</b>		<b>32 955 344</b>	<b>28 767 895</b>	
Ecart de conversion passif (V)				
<b>TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>			<b>129 133 360</b>	<b>116 837 061</b>
Renvois	(1)Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			

Compte de résultat		2023	2022
Produits d'exploitation	Cotisations	6 300	6 200
	<b>Ventes de biens et services</b>		
	Ventes de biens	964 128	919 506
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations	10 194 962	9 460 851
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Production immobilisée	0	21 972
	<b>Produits de tiers financeurs</b>		
	Concours publics et subventions d'exploitation	87 771 193	67 200 343
	<i>dont Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	72 746 436	52 821 939
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Charges d'exploitation	Dons manuels	214 496	30 320
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	504 487	402 026
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 550 531	624 482
	Utilisations des fonds dédiés	763 221	904 884
	Autres produits	272 401	384 486
	<b>Total des produits d'exploitation I</b>	<b>102 241 717</b>	<b>79 955 070</b>
	Marchandises Achats	583 850	603 360
	Variation de stocks	-3 157	-33 670
	Autres achats et charges externes	28 923 170	19 791 365
	Aides financières	0	10 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 749 211	5 325 906
	Salaires et traitements	39 493 081	32 810 405
Produits financiers	Charges sociales	17 741 537	14 763 244
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 820 199	7 100 081
	Dotations aux provisions	1 387 220	166 982
	Reports en fonds dédiés	1 174 537	723 960
	Autres charges	795 563	473 255
	<b>Total des charges d'exploitation II</b>	<b>103 665 210</b>	<b>81 734 888</b>
	<b>Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>-1 423 494</b>	<b>-1 779 818</b>
	De participations		
	D'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	13 741	6 253
	Reprises sur provisions, transferts de charges	82 815	0
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des produits financiers III</b>	<b>96 556</b>	<b>6 253</b>
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions	0	82 815
	Intérêts et charges assimilées	450 487	471 900
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières IV</b>	<b>450 487</b>	<b>554 715</b>
	<b>Résultat financier (III-IV)</b>	<b>-353 931</b>	<b>-548 461</b>
	<b>Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-1 777 425</b>	<b>-2 328 280</b>

Compte de résultat (suite)		2023	2022
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	476 964	250 667
	Sur opérations en capital	788 643	1 031 993
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 614	13 076
	<b>Total des produits exceptionnels V</b>	<b>1 269 221</b>	<b>1 295 735</b>
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	240 462	292 572
	sur opérations en capital	4 311	780
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 300	0
	<b>Total des charges exceptionnelles VI</b>	<b>251 074</b>	<b>293 352</b>
<b>Résultat exceptionnel (V-VI)</b>		<b>1 018 148</b>	<b>1 002 383</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		92 441	81 395
<b>Total des produits (I+III+V+IX) XI</b>		<b>103 607 494</b>	<b>81 257 059</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X) XII</b>		<b>104 459 212</b>	<b>82 664 350</b>
<b>Excédent ou Déficit (XI - XII)</b>		<b>-851 718</b>	<b>-1 407 291</b>
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée</i>		<i>-1 659 671</i>	<i>-776 956</i>

Evaluation des contributions volontaires en nature	Contributions volontaires en nature	Bénévolat		
		Prestations en nature		
		Dons en nature		
	Charges	Secours en nature		
		Mise à disposition de biens et services		
		Prestations en nature		
		Personnel bénévole		

# **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

## **2023**



<b>I. OBJET SOCIAL .....</b>	<b>3</b>
<b>II. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES .....</b>	<b>3</b>
<b>III. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE .....</b>	<b>4</b>
<b>IV. FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE .....</b>	<b>5</b>
A. Faits marquants de l'exercice	5
B. Evénement postérieur à la clôture	5
<b>V. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES .....</b>	<b>6</b>
A. Application de la réglementation	6
B. Changement de méthode comptable	6
C. Conventions générales comptables	6
D. Evaluation	6
E. Corrections d'erreurs	6
F. Distinction des résultats des établissements sous gestion contrôlée et non contrôlée	7
<b>VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>7</b>
A. Commentaires sur le compte de résultat	7
B. Répartition des charges par domaine d'action	8
C. Résultats par domaine d'action	9
D. Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif	9
<b>VII. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN .....</b>	<b>10</b>
A. Synthèse globale des fonds propres	10
B. Fonds propres avec et sans droit de reprise	10
C. Réserves	10
D. Report à nouveau	11
E. Excédent ou déficit effectif	11
F. Subventions d'investissement	11
G. Provisions réglementées	11
H. Fonds dédiés	12
I. Fonds reportés sur legs et donations	12
J. Provisions	13
K. Emprunts	13
L. Immobilisations incorporelles et corporelles et immobilisations en cours	13
M. Amortissements	14
N. Immobilisations financières	15
O. Créances et dettes	15
P. Charges à payer et produits à recevoir	16
Q. Valeurs mobilières de placement et disponibilités	16
<b>VIII. AUTRES INFORMATIONS .....</b>	<b>16</b>
A. Bénévolat et dons en nature	16
B. Engagements de retraite	17
C. Engagements donnés et reçus	17
D. Effectifs	17
E. Rémunération des dirigeants et cadres salariés	17
F. Honoraires Commissaires aux Comptes	17

## I. Objet social

La Société Philanthropique, fondée en 1780, est une association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique en 1839.

L'article 1 de ses statuts précise :

« L'association dite Société Philanthropique, fondée en 1780, a pour but une action sociale diversifiée adaptée aux besoins de la vie moderne et qui se traduit par la création et la gestion de maisons de retraite, de centres d'accueil pour femmes et jeunes filles, de maisons d'étudiantes et de ménages d'étudiants, d'hôtels maternels, d'abris de nuit et abris temporaires pour enfants, de maisons pour handicapés, d'établissements hospitaliers et de convalescence, de centres médico-sociaux, d'habitations économiques, etc...  
Sa durée est illimitée. Son siège Social est à Paris 7<sup>ème</sup> »

## II. Nature et périmètre des activités ou missions sociales

L'association accueille, soigne, éduque, protège, administre, héberge les plus fragiles.

Elle exerce dans le domaine de l'action sanitaire, sociale et médico-sociale au service des personnes rendues vulnérables par le grand âge, le handicap, la maladie, la précarité sociale ou les difficultés économiques.

Elle est implantée principalement en Ile de France.

Elle a redéfini en 2020, dans le cadre de son nouveau projet associatif 2020-2024, 5 grands types de publics accompagnés au sein de ses établissements :

1. Personnes en situation de handicap
2. Femmes en difficulté
3. Enfants et adolescents à protéger
4. Personnes âgées
5. Santé logement

L'activité est portée par 28 établissements :

- Personnes en situation de handicap
  - IEM La Croix Faubin (Paris)
  - IEM Le Château de Bailly (Bailly - Yvelines)
  - IME Ladoucette (Drancy – Seine St Denis)
  - Sessad L'Escabelle (Drancy – Seine St Denis)
  - EANM Saint Joseph (Paris)
  - Maison Harmonia (Levallois – Hauts de Seine)
  - EANM Serge Dassault la Dauphine (Corbeil – Essonne)
  - EANM Serge Dassault Mennecy (Mennecy – Essonne)
  - EAM Serge Dassault Mennecy (Mennecy – Essonne)
  - EAM Serge Dassault Corbeil (Corbeil – Essonne)
- Femmes en difficulté
  - CHRS Mérice Agutte (Paris)
  - ESI Georgette Agutte (Paris)
  - Centre d'accueil parents-enfants (Cannes – Alpes Maritimes) – protection de l'enfance
  - Maison de la Mère et de l'Enfant (Paris) – protection de l'enfance
- Enfants et adolescents à protéger
  - Abri Temporaire d'Enfants (Paris)
  - Centre Médico-Psychologique (Paris)

- Personnes âgées
  - Résidence Autonomie Greffulhe (Levallois – Hauts de Seine)
  - Résidence Autonomie Marthe-Andrée Lucas (Neuilly – Hauts de Seine)
  - EHPAD le Château (Châteauvieux – Loir et Cher)
  - EHPAD Gutierrez de Estrada (Brunoy - Essonne) + PASA
  - EHPAD Zemgor (Corneilles-en-Parisis – Val d’Oise) Hébergement + PASA + Accueil de jour + plateforme de répit
  - Accueil de jour La Buissonnière (Courbevoie – Hauts de Seine)
- Santé logement
  - Hôpital Goüin – Centre de Santé Chagall-Goüin (Clichy – Hauts de Seine)
  - Logements à vocation sociale (Paris-Clichy (92)-Boulogne (92)-Vincennes (94))
  - Foyers d’étudiants et jeunes actifs Arenberg (Paris)
  - Foyers d’étudiants et jeunes actifs Feuillantines (Paris)
  - Foyers d’étudiants et jeunes actifs Centre d’Accueil International (Paris)
  - Foyers d’étudiants et jeunes actifs Marjolin (Paris)

	Nb de places
Personnes en situation de handicap	652
Femmes en difficulté	366
Enfants et adolescents	30
Personnes Agées	530
Santé Logement	1 075
<b>Total</b>	<b>2 653</b>

### III. Description des moyens mis en œuvre

Pour mener à bien sa mission, l’association s’appuie sur plus de 1000 collaborateurs, dans les filières éducatives, sociales, médicales, soignantes, logistiques, administratives et de direction.

Au service des personnes accueillies, les salariés de l’association attachent un grand soin à l’accompagnement personnalisé en visant la plus grande autonomie de chacun. Ils interviennent avec bienveillance et respect pour développer la capacité d’agir de chacun en stimulant ses compétences.

Les activités de l’association sont hébergées dans des locaux dont elle est propriétaire à 90%, et qui représentent près de 150 000 m<sup>2</sup>.

Les **investissements** s’élèvent en 2023 à 10 432 K€, en augmentation sensible par rapport aux années précédentes.

Les principaux projets correspondent :

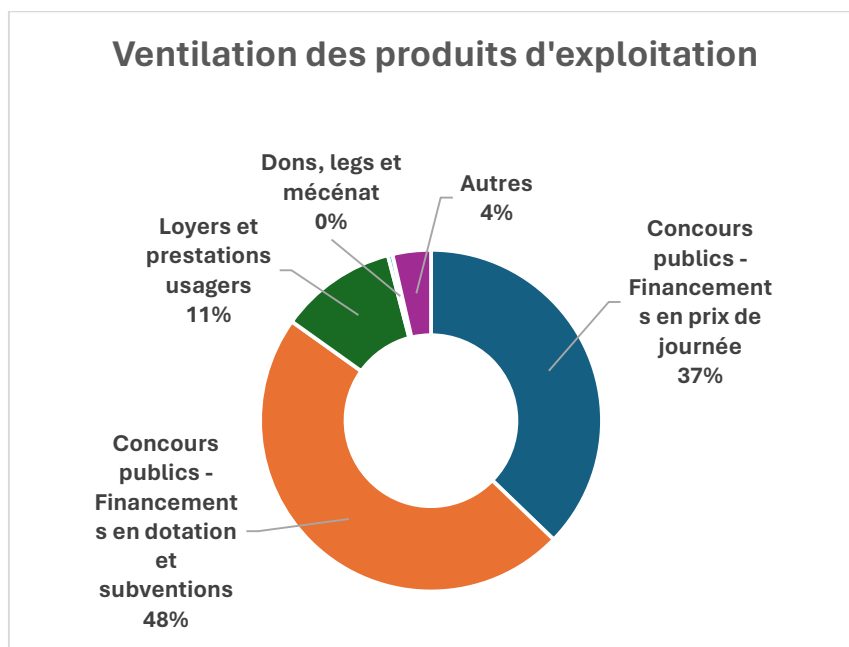
- Aux travaux de rénovation des logements et des toitures des LVS et FEJA : montant total de 2 606 K€
- A l’acquisition du terrain pour la future MAS de Drancy (462 K€), de la maison meulière de Drancy (332 K€) et aux travaux de mise en conformité de celle-ci pour la prestation d’accueil de répit (586 K€)
- Aux travaux de rénovation du bâtiment ancien de la résidence Gutierrez de Estrada, pour 1 217 K€
- Aux travaux de rénovation du CHRS Mérice, pour 447 K€
- A la rénovation des salles de bains du foyer de vie la Dauphine, pour 330 K€

- Au début du projet de datacenter : 368 K€

Le reste des investissements consiste en des travaux classiques de rénovation des établissements et de renouvellement du matériel.

Les moyens financiers proviennent soit des financeurs publics pour les établissements conventionnés soit des redevances ou loyers versés par les personnes hébergées.

Les produits d'exploitation se décomposent de la manière suivante :



Les principaux financeurs publics sont :

- Les Agences Régionales de Santé (ARS)
- Les Conseils Départementaux
- La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL).

## **IV. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **A. Faits marquants de l'exercice**

L'année 2023 a été marquée par la location civile d'activité, puis la fusion avec le Pôle Handicap Serge Dassault (PHSD). Quatre établissements ont ainsi été intégrés, pour une capacité totale de 201 places. Plus de 200 collaborateurs ont ainsi rejoint la Société Philanthropique.

L'année 2023 est également la première année de mise en œuvre du CPOM regroupant les 4 établissements du champ du handicap, ainsi que celui du CHRS Mérice, qui a permis la transformation des places du CHS Agutte en places CHRS, et leur pérennisation.

### **B. Événement postérieur à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

## **V. Principes, règles et méthodes comptables**

### **A. Application de la réglementation**

Les comptes annuels sont établis et présentés selon la réglementation française en vigueur et notamment en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.
- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2020.
- Règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérés par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Règlement ANC 2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Code de l'action sociale et des familles (CASF) - articles R 314-5 et R 314 -81.

### **B. Changement de méthode comptable**

Jusqu'au 31/12/2022, la provision pour indemnité de départ à la retraite était présentée en engagement hors bilan. Comme le Pôle Handicap Serge Dassault comptabilisait cette provision, il a été décidé de comptabiliser la provision sur l'ensemble du périmètre. A cette occasion, les méthodes de calcul ont été harmonisées et affinées.

Ils ont été déterminés en tenant compte des hypothèses suivantes

- a. Conventions collectives applicables (conventions 51, 66, 65 et gardiennes d'immeubles)
- b. Table de mortalité Homme/Femme INSEE
- c. Age de départ à la retraite : 65 ans
- d. Progression des salaires et G.V.T. estimé à 2 %.
- e. Taux d'actualisation 3.17 %.

Le montant de la provision à l'ouverture a ainsi été recalculé, pour un montant total de 3 413 K€, et a été directement intégré en report à nouveau.

### **C. Conventions générales comptables**

Les conventions générales comptables suivantes ont été appliquées dans le respect des principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

### **D. Evaluation**

Les méthodes d'évaluation appliquées n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Toutefois, concernant l'évaluation du patrimoine immobilier, il faut noter que l'association a constitué son patrimoine immobilier depuis de très nombreuses années par acquisition ou par le biais de dons. De ce fait, la valeur inscrite au bilan est souvent inexistante ou sans rapport avec l'importance économique de ces biens. A titre d'exemple, la Société Philanthropique dispose de 688 logements sociaux répartis sur 15 immeubles dont 293 à loyers sociaux. Une approche réalisée sur les principes retenus par un expert immobilier a permis d'estimer ce patrimoine à environ 34 M€ (base d'évaluation calculée en 2006).

### **E. Corrections d'erreurs**

Aucune correction d'erreur n'a été comptabilisée en 2023.

## F. Distinction des résultats des établissements sous gestion contrôlée et non contrôlée

Pour les établissements médico-sociaux, les charges et produits des établissements sont autorisés, puis contrôlés par les autorités publiques de tarification. Les déficits, après analyse et discussion avec les financeurs, peuvent être financés le cas échéant par le biais des budgets ultérieurs. Les excédents peuvent être repris par le financeur en diminution des prochains budgets (généralement en N+2). Toutefois, il est possible de solliciter de ce dernier l'affectation de tout ou partie de l'excédent en réserve de compensation qui servira à apurer les éventuels déficits futurs, ou en réserves d'investissement.

Pour les établissements du secteur Sanitaire (CMP et Hôpital Gouin) financés par des enveloppes dites « fermées », un résultat déficitaire est imputé en report à nouveau dans l'attente d'excédents futurs. Un résultat excédentaire est imputé en report à nouveau en vue de couvrir d'éventuels déficits, ou est affecté en réserves d'investissement. L'affectation des résultats des établissements du secteur sanitaire est décidée par l'assemblée générale de l'association.

Le résultat des établissements dits non conventionnés est constitué des résultats du siège social, de la gestion des logements sociaux, des résidences pour personnes âgées autonomes et des foyers d'étudiants et de jeunes actifs, et de Maison Harmonia.

## VI. Informations relatives au compte de résultat

### A. Commentaires sur le compte de résultat

L'intégration au 01/01/2023 du Pôle Handicap Serge Dassault dans la Société Philanthropique augmente les charges et les produits de l'ordre de 15 M€. Afin de favoriser une lecture pluriannuelle, les analyses ci-dessous sont faites en réintégrant les données 2022 de PHSD.

Le **résultat 2023** global de l'association ressort en déficit de 852 K€.

Il est en nette amélioration par rapport au budget 2023 (qui prévoyait un déficit de 3 504 K€), principalement grâce au fait que l'inflation a été moindre que prévue (4.9%, contre 5.3% estimés au budget), et les taux directeurs appliqués par les autorités de tarification ont été supérieurs aux prévisions (moyenne de 2.9%, contre 1.5% estimés au budget).

Il est relativement stable par rapport au réel 2022 à périmètre comparable.

Les **produits de tarification et subventions** affichent une augmentation de 6.4% par rapport au réel 2022, à périmètre constant. Ce sont le périmètre du CPOM Handicap et l'hôpital Gouin qui augmentent le plus fortement.

L'augmentation des **autres produits** (ventes de prestations) vient notamment des loyers des LVS, qui ont augmenté de 5.6%, et de la location de Marjolin à un organisme extérieur.

Les produits d'exploitation intègrent 504 K€ de produits relatifs à des **legs** antérieurement acceptés par le Comité d'Administration.

Les **charges de personnel** augmentent de 3.7% (2 382 K€). Il s'agit pour la moitié de l'effet en année pleine de l'augmentation de la valeur du point de 3% en juillet 2022. Le reste de l'augmentation vient de l'augmentation de la valeur du SMIC (+5.4% en entre la moyenne 2022 et la moyenne 2023), et de l'effet GVT.

Les **achats et charges externes** augmentent de 8.8%, sous l'effet de l'inflation : les établissements ont été confrontés à une augmentation des coûts de l'énergie et des transports de 21%, soit un impact sur ces postes de 951 K€ entre 2021 et 2022. L'augmentation des **autres charges** vient des taxes foncières (+210 K€) et de la sécurisation et la modernisation des systèmes d'information (+261 K€).

#### Analyse spécifique des dotations et reprises de provisions.

La provision pour **créances douteuses** constituée au niveau associatif est en légère augmentation (+121 K€), notamment du fait de l'intégration des établissements du Pôle Handicap Serge Dassault. Elle s'élève au 31/12/2023 à 1 121 K€, contre 1 000 K€ au 31/12/2022, et 1 144 K€ au 31/12/2021.

La provision concernant les **entretiens professionnels** n'a pas été mouvementée en 2023 sur le périmètre historique de l'association. Mais cette provision n'avait pas été constituée dans les comptes de PHSD, qui avait

pourtant du retard dans la réalisation de ces entretiens. Une dotation complémentaire a donc été constituée, à hauteur de 246 K€. La provision globale est à présent de 957 K€.

Suite à une décision de la Cour de cassation en septembre 2023, les périodes d'**arrêt maladie ouvrent droit à l'acquisition de congés payés**. En conséquence, une provision couvrant les 3 dernières années a été constatée, à hauteur de 430 K€.

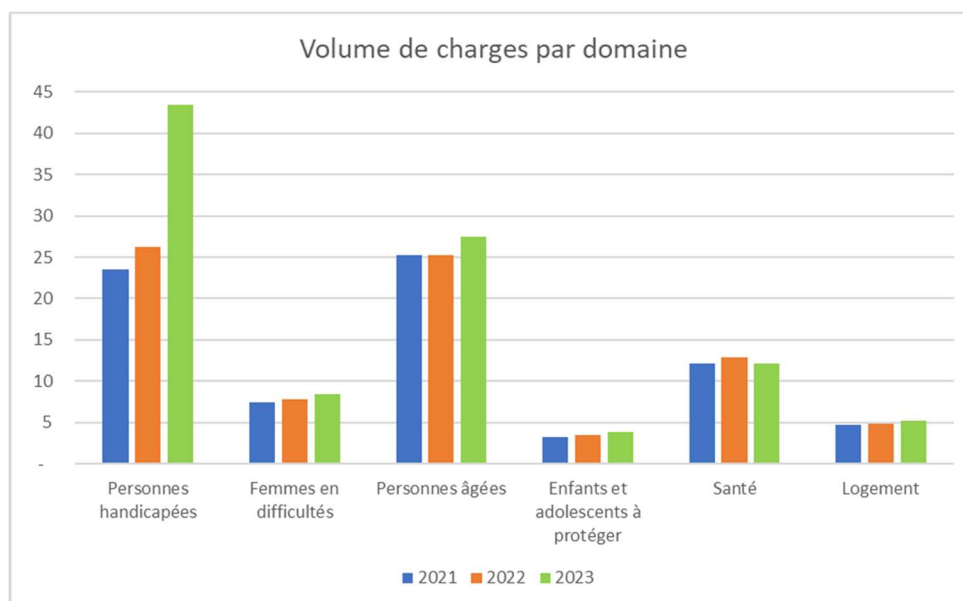
Enfin, jusqu'à présent, les dettes liées aux futures **indemnités pour départ à la retraite** étaient mentionnées en « engagements hors bilan », dans les annexes, et n'étaient pas comptabilisées, comme l'y autorise la réglementation comptable. A l'inverse, le Pôle Handicap Serge Dassault comptabilisait cette provision. Afin d'harmoniser les pratiques, la provision pour indemnités de départ à la retraite est à présent constatée dans les comptes de l'association. A cette occasion, la méthode de calcul a été affinée. Le montant des engagements fin 2022 sur le périmètre historique a été revalorisé et a été intégré directement en fonds propres, pour 3 413 K€. La variation sur l'exercice 2023 correspond à une dotation de 412 K€ sur le périmètre historique, et à 340 K€ de reprise sur le périmètre ex-PHSD, soit un impact net de -72 K€ sur le résultat de l'exercice.

En conséquence, le **résultat d'exploitation** est déficitaire, à 1 423 K€.

Le **résultat financier** est une charge de 354 K€. Malgré l'intégration d'emprunts de PHSD et la contractualisation de nouveaux emprunts, le résultat s'améliore légèrement du fait de la fin de certains emprunts.

Le **résultat exceptionnel** est impacté principalement par 782 K€ de quote-parts de subventions d'investissements,

## B. Répartition des charges par domaine d'action



Le volume de charges du domaine des personnes handicapées a presque doublé en 2 ans, grâce à la reprise du Pôle Handicap Serge Dassault. Ce domaine représente 43% du total des charges des établissements.

### C. Résultats par domaine d'action

	Réel 2021	Réel 2022	Réel 2023		
			Charges	Produits	Résultat
Personnes handicapées	-705	-344	-43 480	43 847	<b>366</b>
Femmes en difficultés	263	326	-8 405	8 732	<b>327</b>
Personnes âgées	-695	-739	-27 415	24 949	<b>-2 466</b>
Enfants et adolescents à protéger	86	42	-3 812	3 932	<b>121</b>
Santé	-83	-476	-12 167	13 750	<b>1 583</b>
Logement	1 128	1 412	-5 233	6 593	<b>1 360</b>
Siège, vie associative et autres	-710	-1 212	-7 268	5 125	<b>-2 143</b>
<b>Total</b>	<b>-716</b>	<b>-991</b>	<b>-107 781</b>	<b>106 929</b>	<b>-852</b>

Note : afin de favoriser la lecture pluriannuelle, l'année 2022 intègre les chiffres de PHSD.

La vision par périmètre fait apparaître la forte dégradation du champ des personnes âgées en 2023.

A l'inverse, le champ des personnes handicapées et la santé sont en nette amélioration.

La baisse du résultat du regroupement « siège, vie associative et autres » vient principalement des provisions détaillées ci-dessus. Le résultat des logements permet de financer le siège (hors provisions).

### D. Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif

	Résultat comptable	Reprises résultats antérieurs	Résultat administratif
Centre Parents Enfants Villa Excelsior	-137 641	34 763	-102 878
Centre Maternel Maison de la Mère et de l'Enfant	119 831	-52 834	66 997
Abri Temporaire d'Enfants	-100 432	-106 461	-206 893
Résidence Gutierrez de Estrada	-738 060	-126 632	-864 693
Résidence Chateaufieux	-433 642	0	-433 642
Résidence Zemgor	-948 755	0	-948 755
Accueil de jour La Buissonnière	-60 382	0	-60 382
IEM Croix Faubin	-270 408	154 735	-115 673
IEM Bailly	-31 763	0	-31 763
IME Ladoucette	224 493	-257 994	-33 502
SESSAD L'Escabelle	182 575	-10 000	172 575
EANM St Joseph	-50 777	-62 479	-113 257
CHRS Mérieux Agutte + ESI	344 921	0	344 921
EANM - Serge Dassault - La Dauphine	-204 804	265 000	60 196
EAM + EANM - Serge Dassault- Mennecy	427 336	60 000	487 336
EAM - Serge Dassault- Corbeil	17 839	102 325	120 164
<b>TOTAL ETABLISSEMENTS SOUS GESTION CONTROLEE</b>	<b>-1 659 671</b>	<b>422</b>	<b>-1 659 248</b>
<b>TOTAL HORS GESTION CONTROLEE</b>	<b>807 952</b>	<b>0</b>	<b>807 952</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-851 718</b>	<b>422</b>	<b>-851 296</b>



## VII. Informations relatives au bilan

### A. Synthèse globale des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	INTERGRAT* PIDR 2022	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT*	DIMINUTION OU CONSOMMAT*	CLOTURE
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>39 233 997</b>	<b>85 044</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39 319 041</b>
Fonds propres statutaires	7 040 273						7 040 273
Fonds propres complémentaires	32 193 724	85 044					32 278 768
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>0</b>						<b>0</b>
Fonds propres statutaires	0						0
Fonds propres complémentaires	0						0
Réserves statutaires ou contractuelles	482 523						482 523
Réserves pour projet de l'entité	6 512 590						6 512 590
Réserves	<b>10 592 565</b>	<b>4 238 975</b>	<b>0</b>	<b>1 807 443</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>16 638 983</b>
Autres	10 592 565	4 238 975	0	1 807 443	0	0	16 638 983
Dont Réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	8 573 033	4 238 975		1 807 443			14 619 450
Dont Réserves hors gestion contrôlée	2 019 533						2 019 533
Report à nouveau	<b>14 411 163</b>	<b>1 613 595</b>	<b>-3 412 979</b>	<b>-2 798 344</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 813 435</b>
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	16 293 708	44 384	-3 412 979	-957 053			11 968 060
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0						0
Report à Nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-1 882 545	1 569 212		-1 841 291			-2 154 624
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	0						0
Excédent ou Déficit de l'exercice	<b>-1 407 291</b>	<b>416 390</b>		<b>990 901</b>		<b>-851 718</b>	<b>-851 718</b>
Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée	-776 956	423 860		353 096		-1 659 671	-1 659 671
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>69 825 547</b>	<b>6 354 005</b>	<b>-3 412 979</b>	<b>-0</b>	<b>0</b>	<b>-851 718</b>	<b>71 914 854</b>
Fonds propres consommables	0						0
Subventions d'investissement	<b>10 827 047</b>				<b>509 228</b>	<b>-782 343</b>	<b>10 553 932</b>
Provisions réglementées	<b>1 546 035</b>						<b>1 551 148</b>
dont Couverture du besoin en fonds de roulement	1 293 303						1 293 303
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	0						0
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	252 732	2 427			6 300	-3 614	257 845
<b>TOTAL</b>	<b>82 198 629</b>	<b>6 354 005</b>	<b>-3 412 979</b>	<b>-0</b>	<b>509 228</b>	<b>-1 634 061</b>	<b>84 019 934</b>

L'augmentation des fonds propres vient principalement de l'intégration de PHSD, pour 6 354 K€. A l'inverse, l'inscription au bilan de la PIDR vient diminuer les fonds propres de 3 413 K€, soit le montant de la dette au 31/12/2022.

### B. Fonds propres avec et sans droit de reprise

Nous constatons sur 2023 un apport de 85 K€ lié à la reprise de PHSD dans ces comptes.

### C. Réserves

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT* Dotations	DIMINUT* Reprises	CLOTURE
Réserve statutaire	482 523				482 523
Autre réserve pour projet associatif	6 512 590				6 512 590
Autres réserves activité sociales et médico-soc. gestion contrôlée	8 573 033	4 238 975	1 807 443		14 619 450
Autres réserves hors gestion contrôlée	2 019 533				2 019 533
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>17 587 678</b>	<b>4 238 975</b>	<b>1 807 443</b>	<b>0</b>	<b>23 634 096</b>

Seuls les comptes de réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées, dont les mouvements sont validés par les autorités de tarification, ont été mouvementés en 2023. Ces réserves ont augmenté de 6 046 K€ en 2023 dont 4 239 K€ lié à l'apport des réserves de la fusion de PHSD.

## D. Report à nouveau

Avant affectation du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
<b>Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)</b>		<b>11 968 060</b>
<b>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :</b>	<b>5 111 948</b>	<b>2 957 323</b>
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée	3 158 901	2 957 323
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours	-	-
• Charges et produits dont la prise en compte est différée	1 953 047	-
<b>Solde</b>	<b>5 111 948</b>	<b>14 925 383</b>

Le compte de report à nouveau englobe à la fois le report à nouveau hors activité sociale et médico-sociale, et des activités sous gestion contrôlée, ce dernier étant sous le contrôle des autorités de tarification.

Pour les activités sous gestion contrôlée, le report à nouveau intègre les charges dont la prise en compte est différée, par exemple les provisions pour congés payés, ainsi que les dépenses rejetées qui font l'objet d'un contentieux. Les dépenses rejetées qui ne font pas l'objet d'un contentieux sont transférées en report à nouveau de la gestion propre.

## E. Excédent ou déficit effectif

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	- 851 718	- 1 407 291
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	422	145 461
<b>= Excédent ou déficit effectif global</b>	<b>- 851 296</b>	<b>- 1 261 830</b>
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 851 718	- 630 335
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	422	- 631 495

## F. Subventions d'investissement

			Variations de l'exercice		
Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture	Apport nouvelle structure	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture
<b>Montant nominal</b>	<b>24 593 987</b>	-	<b>509 228</b>	<b>31 688</b>	<b>25 071 527</b>
<b>Quotes-parts virées au résultat</b>	<b>13 766 940</b>	-	<b>782 343</b>	<b>31 688</b>	<b>14 517 595</b>
<b>Montant net en fonds propres</b>	<b>10 827 047</b>	-	<b>273 115</b>	-	<b>10 553 932</b>

En application du règlement comptable ANC 2018-06, toutes les subventions d'investissement, qu'elles financent des investissements renouvelables ou non, sont rapportées au compte de résultat selon le même rythme que l'amortissement pratiqué sur les travaux immobilisés qu'elles ont financés.

## G. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées à la demande des autorités de tarification. Elles sont de plusieurs natures :

- Provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement,
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes d'actif,

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT° Dotations	DIMINUT° Reprises	CLOTURE
Couverture du besoin en fonds de roulement	1 293 303				1 293 303
Réserves des plus-values nettes d'actif	252 732	2 427	6 300	3 614	257 845
Autres provisions réglementées	0				0
<b>Total provisions réglementées</b>	<b>1 546 035</b>	<b>2 427</b>	<b>6 300</b>	<b>3 614</b>	<b>1 551 148</b>

Pour rappel, le compte de provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations, qui existe toujours dans la comptabilité des établissements sociaux et médico-sociaux, n'existe plus dans la comptabilité des organismes gestionnaires, en application du règlement comptable ANC 2018-06. Il a été reclassé en fonds dédiés.

## H. Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	Ouverture	Apport Nouvelle Structure	Reclassement	Utilisation		Dotation	Clôture	
				Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS pour l'investissement	2 500 224	59 300	- 2 555	- 416 050	-	422 229	2 563 147	-
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS pour l'exploitation	1 539 553	204 383	22 237	- 279 120	-	551 718	2 038 772	368 528
Contributions financières d'autres organismes	- 104 500	481 199	- 25 902	- 66 031	-		284 766	-
Ressources liées à la générosité du public	-	2 770	6 220	- 2 020	-	200 590	207 560	-
<b>TOTAL</b>	<b>3 935 277</b>	<b>747 652</b>	<b>-</b>	<b>- 763 221</b>	<b>-</b>	<b>1 174 537</b>	<b>5 094 245</b>	<b>368 528</b>

Les fonds dédiés enregistrent, à la clôture de l'exercice, la part des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

## I. Fonds reportés sur legs

Le comité d'administration de l'association avait accepté deux legs courant 2022. L'un d'entre eux a été soldé courant 2023, ce qui a entraîné la reprise de 500 K€ de fonds reportés.

Par ailleurs, un legs, accepté par le CA en 2012, a été encaissé en 2023, pour un montant de 4 K€.

Comptabilisation des legs au bilan :

Variation des fonds dédiés issus de :	Ouverture	Utilisation		Dotation	Clôture
		Montant global	Dont remboursement		Montant global
Fonds dédiés - Legs	530 487	- 500 487	-		30 000
<b>TOTAL</b>	<b>530 487</b>	<b>- 500 487</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 000</b>

Comptabilisation des legs au compte de résultat :

ANNEXE DETAIL LEGS	Montants
<b>En produits (en +)</b>	<b>504 487</b>
•le montant perçu d'assurances-vie(#75431)	
•les produits «Legs ou donations»(# 75432)	4 000
•le prix de vente des biens legs/donations destinés à être cédés	
•la RAP des biens reçus par legs/donations destinés à être cédés	
•l'utilisation de fonds reportés	500 487
<b>En charges (en -)</b>	<b>0</b>
•la VNC des biens reçus par legs/donations destinés à être cédés	
•la DAP des biens reçus par legs/donations destinés à être cédés	
•le report en fonds reportés	
<b>Impact résultat 2023</b>	<b>504 487</b>

## J. Provisions

### Pour risques et charges

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	CHANGEMENT DE METHODE	AUGMENTAT° Dotations	DIMINUT° Reprises	CLOTURE
Provisions départ à la retraite	0	975 892	3 412 979	365 502	293 954	4 460 419
Provisions risques sociaux	1 349 159	293 770	0	1 021 718	146 844	2 517 803
Autres provisions pour risques	55 615			0	0	55 615
<b>Total prov. pour risques et charges</b>	<b>1 404 774</b>	<b>1 269 662</b>	<b>3 412 979</b>	<b>1 387 220</b>	<b>440 798</b>	<b>7 033 837</b>

Les provisions pour risques sociaux comprennent notamment les litiges prud'homaux et les provisions pour risques liées à la non-réalisation des entretiens professionnels. En 2023 a également été provisionné le risque lié à l'acquisition de droits à congés payés en période d'arrêts maladie, pour un montant total de 430 K€.

La provision pour indemnité de départ à la retraite est à présent enregistrée dans les comptes, et non plus en engagement hors bilan.

Les autres provisions correspondent à des litiges fournisseurs.

### Pour dépréciation

NATURE	OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT° Dotations	DIMINUT° Reprises	CLOTURE
Sur immobilisations incorporelles	0				0
Sur immobilisations corporelles	80 083				80 083
Sur immobilisations financières	312 308			82 815	229 493
Sur stocks et en cours	0				0
Sur comptes redevables	0				0
Sur comptes redevables et comptes rattachés	1 575 961		227 748	368 422	1 435 287
Sur comptes financiers	0				0
Sur autres créances	0			0	0
<b>Total provisions pour dépréciation</b>	<b>1 968 352</b>	<b>0</b>	<b>227 748</b>	<b>451 238</b>	<b>1 744 863</b>

## K. Emprunts

Le capital restant dû s'élève au 31 décembre 2023 à 12 535 K€.

## L. Immobilisations incorporelles et corporelles et immobilisations en cours

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens.

VARIATION DES IMMOBILISATIONS		OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	ACQUISITIONS	CESSIONS ET MISES HORS SERVICES	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	CLOTURE
Incorporelles	Frais d'établissement	457 946	47 520				505 466
	Frais de recherche et de développement	8 020	3 240				11 260
	Concession, brevet, licence, marque, procédé, logiciel	368 025	109 095	30 809	679		507 250
	Fonds commercial	0					0
	Autres immobilisations incorporelles	743 457		1 955	17 438	86 341	814 315
	Immobilisations incorporelles en cours	4 343			4 343		0
	Avances et acomptes s/immo incorporelles	0					0
<b>TOTAL I</b>		<b>1 581 792</b>	<b>159 855</b>	<b>32 765</b>	<b>22 460</b>	<b>86 341</b>	<b>1 838 291</b>
Corporelles	Terrains	588 897		691 736			1 280 633
	Constructions	87 641 939	2 236 008	329 560	3 765		90 203 742
	I.G.A.A. sur constructions	68 522 134	808 889	3 029 740	160 695	726 022	72 926 090
	Installations techniques matériel et outillage	7 975 784	1 156 488	522 874	123 293	4 667	9 536 520
	Autres immob. corp. I.G.A.A. divers	3 929 344	608 591	362 188	5 608		4 894 515
	Autres immob. corp. matériel de transport	793 463	652 339	370 228	83 646		1 732 383
	Autres immob. corp. matériel de bureau et info	3 548 207	371 303	324 495	172 877		4 071 128
	Autres immob. corp. mobilier	5 235 547	1 018 897	228 291	23 348		6 459 386
	Autres immobilisations corporelles	73 025	82 731	1 583			157 338
	Immobilisations corporelles en cours	2 244 033		4 252 490	12 000	-817 029	5 667 494
	Avances et acomptes sur immo corporelles	0		105 329			105 329
<b>TOTAL II</b>		<b>180 552 373</b>	<b>6 935 244</b>	<b>10 218 514</b>	<b>585 232</b>	<b>-86 341</b>	<b>197 034 559</b>
Financières	Participations	0	192 176				192 176
	Titres immobilisés	29 775 293		198			29 775 491
	Autres titres immobilisés	0					0
	Prêts	223 696		177 308	19 044		381 961
	Autres immob. financières - créances immobilisées	832 411	77 259	3 301	1 300		911 671
<b>TOTAL III</b>		<b>30 831 400</b>	<b>269 435</b>	<b>180 808</b>	<b>20 344</b>	<b>0</b>	<b>31 261 299</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>212 965 565</b>	<b>7 364 534</b>	<b>10 432 087</b>	<b>628 037</b>	<b>0</b>	<b>230 134 148</b>

Le montant des immobilisations brutes est augmenté de 7 365 K€ du fait de la fusion avec le Pôle Handicap Serge Dassault. Les acquisitions d'immobilisations, détaillées plus haut, sont en augmentation par rapport aux années précédentes.

## M. Amortissements

VARIATION DES IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		OUVERTURE	APPORT NOUVELLE STRUCTURE	AUGMENTAT* DOTATIONS	DIMINUT* AMORTISSEMENTS SUR IMMOB. SORTIES	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	CLOTURE
Incorporelles	Frais d'établissement	456 613	47 520	1 334			505 466
	Frais de recherche et de développement	8 020	2 575	324			10 919
	Concession, brevet, licence, marque, procédé, logiciel	0					0
	Fonds commercial	0					0
	Autres immobilisations incorporelles	653 163	91 852	148 283	18 117		875 180
	Immobilisations incorporelles en cours	0					0
	Avances et acomptes s/immo incorporelles	0					0
<b>TOTAL I</b>		<b>1 117 796</b>	<b>141 947</b>	<b>149 940</b>	<b>18 117</b>	<b>0</b>	<b>1 391 565</b>
Corporelles	Terrains	113 345		9 936			123 281
	Constructions	53 112 984	398 574	2 118 027	3 765		55 625 820
	I.G.A.A. sur constructions	46 010 123	1 859 946	3 567 277	169 574	5 491	51 273 263
	Installations techniques matériel et outillage	6 044 813	924 209	624 594	123 293	-5 491	7 464 832
	Autres immo corp I.G.A.A divers	2 741 540	247 954	344 703	5 608		3 328 589
	Autres immo corp Mat de transport	669 236	587 423	85 903	83 646		1 258 916
	Autres immo corp Mat bureau et info	2 853 790	315 239	379 680	172 877		3 375 832
	Autres immo corp Mobilier	4 152 645	810 090	307 981	22 665		5 248 051
	Autres immo corporelles	64 299	81 193	4 411			149 903
	Immobilisations corporelles en cours	80 083					80 083
	Avances et acomptes sur immo corporelles	0					0
<b>TOTAL II</b>		<b>115 842 858</b>	<b>5 224 628.73</b>	<b>7 442 511</b>	<b>581 428</b>	<b>0</b>	<b>127 928 569</b>
Financières	Participations	0					0
	Créances rattachées à des participations	0					0
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0					0
	Autres titres immobilisés	0					0
	Prêts	0					0
Financières	Autres immobilisations financières	312 308			82 815		229 493
	<b>TOTAL III</b>	<b>312 308</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>82 815</b>	<b>0</b>	<b>229 493</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>117 272 962</b>	<b>5 366 575</b>	<b>7 592 451</b>	<b>682 361</b>	<b>0</b>	<b>129 549 627</b>

Les amortissements cumulés augmentent de 5 367 K€ du fait de la fusion avec le Pôle Handicap Serge Dassault. Les dotations aux amortissements sont également en hausse, du fait de l'augmentation des investissements.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire, en appliquant les durées suivantes :

LIBELLES	DUREES D'AMORTISSEMENT
Frais d'établissement	3 ans
Frais de recherche et de développement	3 ans
Concession, brevet, licence, marque, procédé, logiciel	de 3 à 10 ans
Autres immobilisations incorporelles	de 3 à 10 ans
Terrains	-
Constructions	de 15 à 30 ans
I.G.A.A. sur constructions	de 5 à 15 ans
Installations techniques matériel et outillage	de 3 à 20 ans
Autres immob. corp. I.G.A.A. divers	5 ans
Autres immob. corp. matériel de transport	de 5 à 7 ans
Autres immob. corp. matériel de bureau et info	de 3 à 5 ans
Autres immob. corp. mobilier	de 3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	10 ans

## N. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Le prix d'acquisition des titres est comparé à l'estimation d'inventaire. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure (cours au 31 décembre) à la valeur comptable.

Les principaux éléments qui composent les immobilisations financières sont les titres financiers immobilisés pour 29 586 K€ ainsi que les créances détenues par l'hôpital Goüin (640 K€) sur les financeurs publics lors de leur passage à la Dotation Globale (créances dites « article 58 »). Cette dernière a fait l'objet en 2011 d'une provision pour dépréciation à hauteur de 229 K€.

Alors qu'en 2022, en raison de l'évolution des marchés financiers, les titres financiers immobilisés avaient été dépréciés à hauteur de 83 K€, la provision a pu être reprise en 2023.

## O. Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	192 176	192 176	
Autres titres immobilisés	29 775 491	29 775 491	
Prêts	381 961		381 961
Autres immobilisations financières	911 671	196 184	715 488
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Avances et acptes versés sur commandes	275 015	275 015	
Créances redevables et comptes rattachés	9 283 239	9 283 239	
Créances reçues par legs ou donations	30 000	30 000	
Personnel et comptes rattachés	401 886	401 886	
Etat et autres collectivités publiques	347 714	347 714	
Débiteurs divers	855 044	855 044	
Charges constatées d'avance	373 186	373 186	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>42 827 382</b>	<b>41 729 934</b>	<b>1 097 448</b>
<i>Prêts accordés en cours d'exercice</i>	<i>0.00</i>		
<i>Remboursement obtenus en cours d'exercice</i>	<i>0.00</i>		

ETAT DES DETTES		MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A + D' 1 AN ET 5 ANS AU PLUS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	2 ans max à origine	60	60		
	à plus de 2 ans	12 421 460	1 531 923	5 601 284	5 288 253
Intérêts courus non échus		42 540	42 540		
Emprunts et dettes financières diverses		113 704	28 477	60 116	25 111
Dépôts et cautionnements reçus		1 291 703	1 291 703		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2 777 918	2 777 918		
Fournisseurs et comptes rattachés		4 134 684	4 134 684		
Dettes des legs ou donations		0	0		
Dettes sociales		7 645 575	7 645 575		
Dettes fiscales		1 973 236	1 973 236		
Dettes sur immob et comptes rattachés		301 435	301 435		
Autres dettes		2 148 059	2 148 059		
Produits constatés d'avance		104 970	104 970		
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>32 955 344</b>	<b>21 980 580</b>	<b>5 661 400</b>	<b>5 313 364</b>

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire (au 31 décembre) est inférieure à la valeur comptable.

Des provisions pour créances douteuses ont été comptabilisées pour la première fois de manière importante au 31/12/2019. Les règles de provisionnement ont été conservées au 31/12/2023, en fonction de leur antériorité :

- Les créances antérieures à N-2 sont provisionnées à hauteur de 90%
- Les créances de N-1 sont provisionnées à 75%
- Les créances de janvier à septembre N sont provisionnées à 33%.

#### **P. Charges à payer et produits à recevoir**

Les charges à payer, d'un montant total de 5.5 M€ correspondent principalement aux provisions pour congés payés et aux factures non parvenues des fournisseurs.

Les produits à recevoir, d'un montant de 1.6 M€ correspondent essentiellement à des financements complémentaires et les factures à établir aux usagers.

#### **Q. Valeurs mobilières de placement et disponibilités**

La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Le prix d'acquisition des titres est comparé à l'estimation d'inventaire. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre du changement de banque, presque tous les flux ont été transférés de la banque Neuflyze vers le Crédit Mutuel. Tous les comptes sont fusionnés auprès de chaque de ces deux banques. Les établissements du Pôle Handicap Serge Dassault ont conservé leurs comptes auprès du Crédit Coopératif.

### **VIII. Autres informations**

#### **A. Bénévolat et dons en nature**

Le Comité d'Administration compte dix-neuf membres bénévoles. Outre leur participation aux réunions de bureau et de comité d'administration, l'activité des administrateurs est soutenue dans plusieurs domaines et leur permet d'être présents dans les établissements. Leur contribution nourrit le fonctionnement et les orientations de l'association. On estime à environ 80 le nombre de réunions auxquelles des administrateurs contribuent chaque année.

L'association bénéficie par ailleurs de mécénats de compétence dans le cadre du projet de sécurisation et de modernisation des systèmes d'information.

Elle bénéficie également de dons en nature, dans le cadre de la banque alimentaire ou pour la fourniture d'équipements de protection lors de la crise sanitaire. Le montant de ces dons en nature n'est pas significatif à l'échelle de l'association.

#### **B. Engagements de retraite**

Les engagements de départs à la retraite sont à présent inscrits au bilan de l'association, comme évoqué dans le paragraphe sur les changements de méthode.

#### **C. Engagements donnés et reçus**

Les emprunts contractés par l'association peuvent donner lieu à des engagements reçus (garantie de collectivités locales ou cautions d'organismes financiers) ou à des engagements donnés (hypothèque et nantissement).

Sur le solde de 12.5 M€ restant dû au 31 décembre 2023, un total de 11.8 M€ est couvert par des garanties.

#### **D. Effectifs**

L'effectif salarié de la Société Philanthropique s'élève à 1 253 personnes au 31 décembre 2023 pour un équivalent temps plein de 1 118 ETP, en augmentation par rapport à 2022 du fait de l'intégration du Pôle Handicap Serge Dassault.

#### **E. Rémunération des dirigeants et cadres salariés**

Les membres du Comité d'Administration dirigeants exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée.

Les cadres salariés sont rémunérés sur la base des Conventions Collectives applicables dans le secteur. Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés s'élèvent à 432 140 €.

#### **F. Honoraires Commissaires aux Comptes**

Les honoraires comptabilisés pour les Commissaires aux Comptes s'élèvent à 75 300 € pour la mission de certification des comptes et à 22 968 € pour les autres missions.